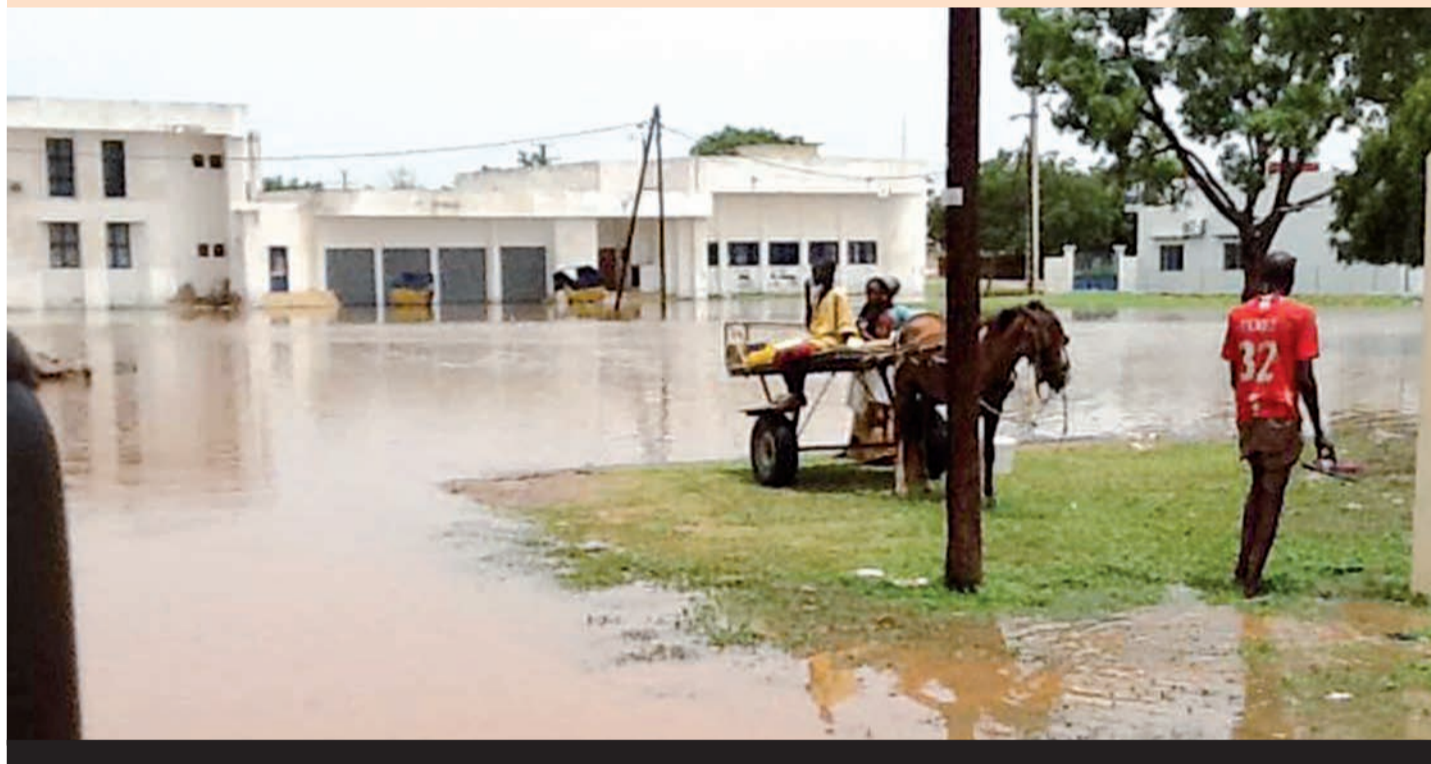


HIVERNAGE 2013

DES PLUIES TARDIVES, ET DES RISQUES D'INONDATIONS AUSSI, ANNONCE LE CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET

Le début de la saison des pluies, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, pourrait être équivalent à celle de la période 1981-2010, mais il serait plutôt tardif dans la majeure partie des pays du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), annonce le Centre régional Agrhymet dans son bulletin de suivi de la campagne agropastorale de mai 2013 parvenu à Jade/Syfia). **LIRE PAGE 2**



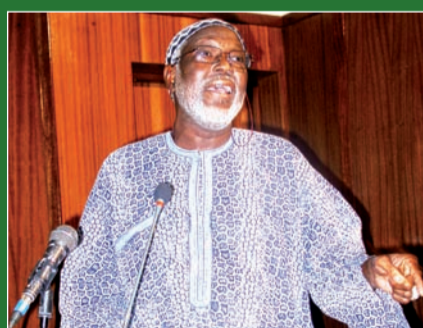
→ JOURNÉE DE L'ENVIRONNEMENT DES N. U
«Think Eat Save»: Les Américains
travaillent beaucoup sur le fonio, révèle
le Dr Alassane Samba de l'Isra **8**



→ SÉNÉGAL/UE
Vers une reprise des relations dans le
secteur de la pêche **6**



→ CAMPAGNE AGRICOLE 2013
L'Etat doit revoir sa copie sur les
subventions, selon les paysans... **4**



→ 2^{ÈME} ÉDITION DES ALLOUWAS DE L'ÉDUCATION

**MAMADOU CISSOKHO DU CNCR
TACLE LE GOUVERNEMENT SUR
LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

3



SIALO
Du 15 au 19 août 2013 à Lomé (Togo)

Contact: CETEF "TOGO 2000"
Tel: (00228) 22 30 27 27
Site web: www.sialo.org

Salon International de l'Agroalimentaire de Lomé
Lome International Agribusiness Show
Participez à la 2^{ème} Edition du Sialo

Exposition - Ventes, Journée B to B - Conférences - Ateliers de formations

● EAU : 9^{ème} Assemblée Générale Mondiale en août prochain à Fortaléza (Brésil)

(Jade/Syfia) - La 9^{ème} Assemblée générale mondiale du Réseau international des organismes du bassin (Riob) se tiendra du 12 au 16 août 2013 à Fortaléza, au Brésil, apprend Jade/Syfia dans le magazine "La lettre du Riob" N° 21 dudit réseau.

Cette assemblée générale réunit tous les trois ans : organismes-membres et observatoires permanents du Riob, ainsi qu'à toutes les administrations de l'eau et organisations intéressées par la gestion intégrée des ressources en eau et bassins pour échanger sur toutes les questions liées à l'eau, aux fleuves, aux lacs, aux usagers de ce liquide précieux, etc. "Cette Assemblée générale constitue donc une occasion d'échanger entre représentants des organisations de Bassins du monde entier, de mobiliser les réseaux régionaux mais surtout de débattre sur les enjeux principaux de la gestion de l'eau", rapporte le magazine. Ainsi durant ces cinq jours, seront débattus les cadres institutionnels d'intervention des organismes de bassins, l'adaptation aux effets du changement climatique et la prévention des phénomènes extrêmes d'inondations et de sécheresse, la gestion des fleuves, des lacs, des usagers de l'eau et du public, le rôle des comités de Bassin, le financement de la gestion de l'eau et les organismes de bassin, entre autres.

Rappelons que le Riob est soutenu par les Agences françaises de l'Eau, de l'Office national de l'Eau et des Milieux aquatiques et du ministère français de l'Ecologie, du développement durable et de l'Energie. Il existe aussi des réseaux régionaux des organismes de bassin un peu partout à travers le monde : Afrique (Roab), Méditerranée (Remob), Brésil (Rebob), Asie (Narbo), etc.

● ZIGUINCHOR : Le DRDR satisfait de la mise en place des semences

(APS) - La mise en place des semences et des intrants agricoles pour la campagne agricole est "très correcte" dans la région de Ziguinchor (Sud), a déclaré, fin juin, El Hadji Mamadou Konté, directeur régional pour le développement rural (DRDR).

"La mise en place des semences est très correcte cette année. Presque l'ensemble des semences sont présentes dans la région de Ziguinchor. Concernant l'arachide, on est autour de 79% dans le département de Bignona", a-t-il dit. M. Konté s'exprimait en marge d'un atelier d'information et de partage sur le projet de "restauration d'urgence des capacités productives des ménages agropasteurs affectés par les inondations et la baisse des productions agricoles et fourragères de la campagne 2012-2013 au Sénégal". Cette rencontre organisée par la FAO vise à restaurer d'urgence les capacités productives de 10.000 ménages agropasteurs affectés par les inondations et la baisse des productions agricoles et fourragères de la campagne 2012-2013 au Sénégal. Le directeur régional pour le développement rural a cependant relevé que les semences de riz, une des principales spéculations cultivées dans la région méridionale du Sénégal, ne sont pas encore mises en place, en raison du retard enregistré dans l'installation de l'hivernage à Ziguinchor. "On n'a pas encore enregistré de pluies utiles. Mais, en tout état de cause, les camions sont en train d'arriver (à Ziguinchor)", a-t-il ajouté, précisant que la mise en place du maïs se situerait à 100% et le mil autour de 40%.

A propos de l'engrais, le DRDR a informé que la mise en place du triple 15 est presque à 100%. Il a souligné que son service a même fait une demande pour qu'on augmente la quantité d'engrais au niveau de la région de Ziguinchor. "La mise en place des facteurs de productions est très correcte dans la région de Ziguinchor. Maintenant, on attend que Dieu nous donne une pluie normale et correcte pour qu'on puisse démarrer effectivement les semis et les labours", a insisté El Hadji Mamadou Konté. Poursuivant ses explications, il a fait savoir que les paysans sont encore au stade de nettoyage des champs, signalant qu'il n'y a pas encore de semis et de labours dans la région de Ziguinchor.

● ENVIRONNEMENT : Plaidoyer pour de bonnes pratiques phytosanitaires

(APS) - Le directeur de la protection des végétaux (DPV), Mbargou Lô, a appelé, mardi fin juin à Thiès, à promouvoir les bonnes pratiques phytosanitaires pour relever le défis de l'autosuffisance alimentaire.

"L'utilisation des pesticides et des engrais chimiques présentent un danger certain quant les bonnes pratiques ne sont pas observées", a dit M Lô. Il s'exprimait lors de l'ouverture de l'atelier de partage des textes communautaires sur les pesticides et autres aspects phytosanitaires et qualité des produits agricoles.

Cette rencontre de trois jours est organisée sous l'égide de la DPV et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP). Le partenariat initié par la DPV et WAAPP a pour objectif d'assurer "l'autosuffisance alimentaire par la promotion d'une agriculture productive, saine et durable et qui prend en compte la gestion de l'environnement et des ressources", a-t-il dit. Le but de l'atelier de Thiès est un partage entre les acteurs, des textes communautaires qui régissent les pesticides et autres aspects phytosanitaires et

qualité des produits agricoles, a relevé Mbargou Lô. Selon lui, "il est important de bien conseiller les producteurs pour une maîtrise des textes, afin de contribuer aux objectifs de réduction de la pauvreté". M. Lô a également estimé qu'au-delà des aspects de renforcement de capacités des acteurs, "il faut des efforts pour l'intensification des activités d'inspection et de contrôle des pesticides en vente dans nos pays".

● TABLE RONDE SUR L'AGRICULTURE DURABLE : Recommandations des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest

(Jade/Syfia) - Les agriculteurs et producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la Commission Européenne, le Centre Technique de coopération Agricole (CTA) et SOS Faim, ont participé dans la deuxième décennie de juin à Bruxelles, à une table ronde sur le thème «Agriculture durable comme un moyen d'augmenter la résilience: la vision des agriculteurs et producteurs ouest-africains»

C'est ce qu'apprend l'agence de presse du monde rural africain Jade/Syfia, auprès du bureau du CTA à Bruxelles. Le débat avait pour but de discuter les expériences et les recommandations des organisations paysannes de la région, et qui s'intégreront dans la conception des feuilles de route nationales menée par l'Union européenne (Ue) dans le cadre de l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR). Selon le CTA, cette initiative, lancée en Décembre 2012, est une stratégie à long terme pour renforcer la résilience au Sahel, en réponse à l'insécurité alimentaire chronique dans la région. Les représentants des organisations paysannes ont présenté plusieurs initiatives et expériences dans l'intensification durable de la production au Sénégal, au Niger et au Burkina Faso, les aspects de la commercialisation du riz au Bénin et en Gambie, et des exemples de financement au Togo et au Mali.

En outre, la réunion a provoqué plusieurs recommandations pour l'initiative AGIR: utilisation des politiques agricoles développées par la CEDEAO (Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest), dans le cadre de l'ECOWAP, ainsi que par la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), comme piliers de toutes les activités destinées à l'accroissement durable de la production agricole de la région. Egalement, soutenir l'agriculture familiale au niveau régional et national afin qu'elle soit le point central du prochain Fonds européen de développement (FED) correspondant à la période 2014-2020. Enfin, renforcer le soutien, avec les ressources du Fonds européen de développement (FED), pour les Programmes indicatifs nationaux (PIN) et le Programme indicatif régional (PIR) qui doivent être conçus dans le cadre de l'initiative AGIR.

Cela doit être réalisé à partir de trois domaines d'intervention clés: le renforcement de l'intégration des marchés nationaux et régionaux, en tenant compte de risques, tels que le changement climatique et la volatilité des prix; le financement du secteur agricole par le développement de moyens de financement innovateurs et durables adaptés aux besoins des exploitations familiales; le renforcement des capacités des organisations paysannes pour soutenir la modernisation des exploitations familiales.

DIASPORA : Débat sur les transferts de fonds vers l'Afrique

(Jade/Syfia)- Environ 120 millions de personnes en Afrique bénéficient chaque année de transferts de fonds envoyés par leur famille et leurs amis qui ont quitté leur pays d'origine, ce qui revient à un total de 60 milliards de dollars (30 000 milliards de F cfa) en 2012, apprend Jade/Syfia

Les vrais chiffres sont probablement bien plus élevés étant donné que les transferts au départ et à destination de l'Afrique ne sont que peu recensés et que les canaux officiels demeurent les plus chers au monde. Dans une tentative d'aborder ces inexactitudes, la Banque mondiale a organisé une réunion visant à mieux comprendre l'ampleur des transferts de fonds vers l'Afrique et en son sein, à diminuer le coût des transactions et à exploiter l'impact des transferts de fonds sur le développement. La réunion, organisée à Bruxelles le 16 mai, a rassemblé des organisations de diasporas, des représentants de pays, la Commission européenne et des organisations internationales. Les participants ont examiné différentes solutions visant à diminuer les coûts des transferts, notamment en améliorant l'accès aux zones rurales grâce au réseau postal et aux technologies mobiles. Ils ont également discuté des options permettant d'exploiter l'impact des transferts de fonds sur le développement en améliorant les connaissances financières et en émettant des obligations pour les diasporas. En plus, une base de données a été développée sur le coût de l'envoi et de la réception de fonds de et vers 28 pays africains afin de renforcer la transparence des transactions financières vers l'Afrique : «Send Money Africa». Un institut spécialisé contribuera à ces développements à travers la recherche appliquée, l'assistance technique, l'implication du secteur privé et des activités de plaidoyer. L'établissement de l'Institut africain pour les transferts de fonds (AIR) a été approuvé par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA en juillet 2012.

Cette réunion, rappelle-t-on, a été organisée par la Banque mondiale dans le cadre du projet visant à soutenir l'établissement de l'AIR. Le projet est issu du Partenariat Afrique-UE sur les migrations, la mobilité et l'emploi et bénéficie du soutien financier de l'UE.



AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE - Cheikh MBAYE (Stagiaire)

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

2^{ÈME} ÉDITION DES ALOUWAS DE L'ÉDUCATION :

Mamadou Cissokho tacle le gouvernement sur la souveraineté alimentaire

(Jade/Syfia) – Mamadou Cissokho a interpellé les gouvernements africains à développer l'Agriculture afin d'arriver à la souveraineté alimentaire. Chaque année, le Sénégal dépense plus de 650 milliards de F cfa pour importer des produits (riz, lait, huile, etc.). Il s'exprimait à l'occasion de la 2^{ème} édition des "Alouwas de l'Éducation" organisée (21 juin) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

↳ PAR ABABACAR GUËYE & FATOU FALL (STAGIAIRE)

Pour une meilleure garantie de son indépendance, un gouvernement, quel qu'il soit, doit être en mesure de nourrir ses populations à partir de son agriculture.

C'est en ces termes que Mamadou Cissokho, président d'honneur du CNCR (Conseil national de concertation et de coordination des ruraux), a réagi

après la remise de son Alouwa par Adama Faye de l'Ipar (Initiative prospective agricole et rurale).

C'était à l'occasion de la 2^{ème} édition du Prix des "Alouwas de l'Éducation" organisée (21 juin) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). La cérémonie solennelle de remise des distinctions était présidée par le Dr

Cheikh Tidjane Gadio, ancien ministre des Affaires Étrangères du Sénégal.

Le Sénégal dépense 650 milliards de F cfa pour l'importation de produits alimentaires

Sous un torrent d'applaudissements, le Président d'honneur du CNCR, a remis au goût du jour la nécessité pour les gouvernements africains de bien prendre en considération la place du Paysan dans la société et de développer l'Agriculture, afin d'arriver à la souveraineté alimentaire. Cissokho, toujours égal à lui-même, a, au-delà des valeurs, demandé au gouvernement sénégalais de changer de vision, de stratégies et de travailler à prendre en charge la question de la souveraineté alimentaire pour nourrir ses populations. "Le Sénégal dépense plus d'un milliard d'euros (650 milliards de F cfa) pour l'importation des produits comme le riz, le lait, l'huile, le sucre, etc. Tout gouvernement qui ne réussit pas à assurer la souveraineté alimentaire doit démissionner", a lancé l'avocat de la cause paysanne en Afrique.

Sur le même ton et toujours sous un torrent d'applaudissements, Mamadou Ndoeye, ancien



ministre de l'Éducation nationale du Sénégal primé lui aussi, a exhorté ses compatriotes à cultiver les cultes de valeur, de compétence et d'engagement, afin de "se départir des contre valeurs qui sont aujourd'hui devenues monnaie courantes dans nos sociétés"

Les Alouwas de l'Éducation sont une initiative qui célèbre les Valeurs dans les domaines de l'Éducation, des Sciences, du Développement, de l'Agriculture, de l'Environnement, de l'Écriture, de la Lecture, de l'Information, de la Santé, etc.

"L'initiative Alouwa à laquelle j'ai adhéré, recherche parmi nous des modèles à proposer. Des modèles souvent restés dans l'anonymat, du fait qu'ils portent des valeurs dans la persévérance, dans l'endurance et que ces valeurs ne plaisent pas", rappelle Abdourahmane Faye, le président du Jury des Alouwa de l'éducation 2013.

Les Alouwas de l'Éducation un beau concept

Selon M. Faye, ces récipiendaires incarnent des valeurs sûres au moment où nos sociétés sont envahies de contre valeurs. "Heureusement, on peut remarquer, observer des hommes ou des femmes seuls, ou en associations qui se battent tous les jours de par leur force pour une société plus juste et plus égalitaire. Ces combats, par moment, dérangent les intérêts des groupes de lobby, c'est ce qui fait qu'ils sont victimes d'anonymat", a-t-il souligné.

Face aux nominés, le Dr Cheikh Tidiane Gadio salue ce "beau concept" qui consiste à primer des compatriotes. "Je ne suis pas sûr que dans nos pays nous avons cette tradition qui consiste à reconnaître le mérite des gens et à le saluer de façon tout à fait désintéressée. C'est une bonne tradition qu'il faut renforcer dans notre culture..."; se réjouit Dr Gadio.

Par ailleurs, pour célébrer leur mérite, l'initiateur des Alouwa, Philippe Ahodékon a tenu à primer ces hommes et femmes qui, quelque soit leur parcours, ont fait preuve de dévouement pour leur communauté. C'est pourquoi, le représentant du ministre de l'Emploi, Célestin Tine a tenu à dire que ces récipiendaires méritent la reconnaissance de la nation. Séduit par cette initiative, M. Tine promet de "travailler en synergie pour que les Alouwa de l'Éducation puissent figurer dans l'agenda du ministère de l'Emploi".

Parmi les récipiendaires, rappelle-t-on, figurent des gens de valeurs connus ou inconnus tels Mame Less Camara (journaliste), un groupement de femmes amazones, protectrices de la forêt de Mbaou, les responsables du dispensaire Saint Martin de Rebeuss, les Majorettes du Lycée Kennedy, le mouvement Scout, les Ecoles Saldia et du Sacré Cœur.



HIVERNAGE 2013

Des pluies tardives et des risques d'inondations aussi, annonce le Centre régional Agrhymet

(Jade/Syfia)-Le début de la saison des pluies, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, pourrait être équivalent à celle de la période 1981-2010, mais il serait plutôt tardif dans la majeure partie des pays du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), annonce le Centre régional Agrhymet dans son bulletin de suivi de la campagne agropastorale de mai 2013 parvenu à Jade/Syfia).

Selon le bulletin, qui donne les prévisions des caractéristiques Agro-hydro-climatiques de la campagne d'hivernage 2013 en Afrique de l'Ouest, au Tchad et au Cameroun, la fin de la saison hivernale pourrait être normale à localement tardive, 40 et 35% respectivement. Cependant, note le bulletin, à l'ex-

trême Nord-Ouest du Sahel (sud ouest de la Mauritanie et extrême nord du Sénégal), les dates de fin de saison ont une forte probabilité (60%) d'être équivalentes à la moyenne de la période de référence (1981-2010), contre des chances nettement faibles.

Les cumuls pluviométriques saisonniers sont considérés, dans la majeure partie (Ouest et Centre) de la bande agricole des pays du Sahel, supérieurs (40%) à la moyenne de la période 1981-2010, contre 35% de chance qu'ils soient équivalents.

Des séquences sèches pendant les phases d'installation des cultures et celle dite "phase critique de l'épiaison-floraison des cultures notamment céréalières sont également à prévoir, indique Agrhymet.



Concernant les risques d'inondation, des recommandations ont été faites. Parmi celles-ci on demande de : suivre les zones à fort risque d'inondation due à des précipitations locales ou à des débordements des

cours d'eau ; sensibiliser les populations exposées ; prendre, par les acteurs (protection civile et décideurs), toutes les dispositions nécessaires à l'atténuation des impacts des inondations éventuelles.

SEMENCES SUBVENTIONNÉES

L'Etat doit revoir sa position

A Touba Toul, les paysans se tournent vers les marchés forains hebdomadaires pour l'achat des graines d'arachides et autres intrants (engrais et pesticides), au grand dam des coopératives qui ne connaissent pas encore le rush.

↳ PAR SEYDINA D

"Nous avons reçu les semences et les engrais depuis deux semaines déjà, mais la distribution se fait très timidement. Les semences d'arachides sont de bonne qualité. Elles sont arrivées à temps en quantité suffisante". C'est en ces termes, un peu élogieux, que commente Ibrahima Boye, président de la Commission de distribution des semences et intrants basé à Touba Toul (90 km est Dakar), chef lieu de communauté rurale dans le département de Thiès.

La quiétude qui régnait ce lundi, fin juin, aux alentours du magasin de stockage de la coopérative de Touba Toul témoigne de l'absence d'affluence des paysans sur les lieux. En effet, trois manœuvres somnolaient à la devanture du magasin où attendaient 51,500 t de semences d'arachides décortiquées, 7 tonnes de niébé, 2,250 t de mil. Seules quelques petites vendeuses tenaient compagnie aux membres de la commission installés tout près à l'ombre d'un grand acacia.

A la coopé de Touba Toul, le responsable Ibrahima Boye donne ses explications sur cette défection des producteurs sur les intrants subventionnés. "C'est parce que les paysans trouvent le prix de 440 F cfa le kilo d'arachide trop cher et qu'ils peuvent en avoir sur le marché à 400 F cfa le kilo pour la même qualité de semence", explique M Boye, président de la commission de distribution, le regard fixé vers le ciel scrutant les premières pluies. Faisant son décompte, il indique, en deux semaines de distribution, seules 3,100 t d'arachides ont été vendues et rien pour les autres spéculations que sont le mil et le niébé. Quant aux engrais, (50 t pour l'arachide et 46 t pour le mil), les stocks viennent juste d'arriver. Mais, "même de ce côté aussi les prix fixés sont jugés élevés", s'empresse-t-il d'ajouter.

Les Loumas plus compétitifs que les coopératives

Ainsi, nombre de producteurs ont, dès l'annonce de cette baisse



de la subvention, pris les devants en allant se procurer des semences dans les Loumas ou marchés hebdomadaires. "Dans ces Loumas les prix varient entre 300 et 425 francs Cfa. Sans compter que les paysans ont le loisir de choisir les graines qu'ils veulent contrairement à la coopérative où les semences sont dans des sacs fermés même si, il est vrai, les graines sont de bonne qualité", dit-il.

Selon le président de la communauté rurale Daouda Tine, même s'il est vrai que les semences d'arachides sont de bonne qualité et sont arrivées à temps en quantité suffisante, il demeure qu'elles sont inaccessibles pour le commun des cultivateurs de la localité.

Le président du Cadre local de concertation des organisa-

tions paysannes (Clcop) de Touba Toul, Macoumba Diakhaté s'inscrit dans la même logique. Pour lui, ses camarades producteurs et lui sont disposés à prendre les semences proposés par l'Etat. Mais, précise-t-il, à des prix raisonnables. Surtout poursuit-il, quand on sait que la même qualité leur est proposée sur le marché. Aussi pense-t-il que la meilleure solution pour amener les producteurs à acheter les graines de l'Etat c'est de les rendre plus accessibles en les subventionnant. Une autre solution est, selon lui, de donner les semences à crédit pour permettre à ceux qui n'ont pas de liquidité sur eux de pouvoir se ravitailler.

Cette situation de mévente touche aussi les semences des autres spéculations que sont le nié-

bé et le mil. En effet, fait savoir le président de la commission de distribution des semences de Touba Toul, Ibrahima Boye, sur un stock de 7 tonnes de niébé seule 1,35 t a été vendue. De même, sur le stock de 2,250 t de mil, seuls 260 kilos ont été vendus en deux semaines d'opération. A ce niveau aussi, selon le président du Clcop, la difficulté réside dans la cherté des prix. Le sac de 50 Kg de niébé est vendu à 7 500 F cfa et celui de 20 kg pour le mil à 2 500 F cfa.

L'Etat doit revoir sa position.

Le président de la communauté rurale, Daouda Tine ne dit pas autre chose. Pour ce quinquagénaire, le simple fait que 51 tonnes de semences restent en souffrance dans la coopérative d'une localité où la population est à 95% paysanne doit amener l'Etat à revoir sa position. Car, cela veut tout simplement dire qu'elle a trouvé mieux que ce qu'on lui offre. De façon plus explicite, Daouda fera savoir que c'est la baisse de la subvention qui a joué sur les prix qui sont devenus plus chers que ceux de l'année passée. "A la campagne agricole 2012, le sac de 50 kg de semence d'arachides coûtaient 13 000 F cfa, en ce moment il est à 22 000 F cfa, soit une différence de 9 000 F cfa. Une hausse que les paysans trouvent exorbitante", commente Daouda mi-figue mi-raisin.

Aussi est-il à craindre que les engrais qui viennent d'arriver ne subissent le même sort ? Même si les opérations de vente n'avaient pas commencé au moment de notre passage sur les lieux, il demeure que les producteurs ne semblent pas enclins à acheter ces engrais dont les prix annoncés sont jugés trop élevés. Le sac de 50 kg d'engrais pour le mil leur est proposé à 7 500 F cfa et celui de l'arachide à 6 250 F cfa. Pour dire que si la situation n'a pas évolué entretemps, ces intrants seraient encore en souffrance au magasin de la coopérative de Touba Toul dans l'attente d'éventuels acquéreurs.

KAOLACK : 3 317 t de semences d'arachide vendues sur 6 997 t reçues

(APS) – Les 50 opérateurs retenus dans la région ont vendu 3317,35 t de semences d'arachide certifiées sur les 6 997 t mises en place à la date du 16 juin dernier dans les 67 points de vente ouverts, a indiqué, lundi à Kaolack (centre), le directeur régional du développement rural (DRDR), Fallou Faye.



M. Faye, qui s'exprimait lors de la première réunion hebdomadaire du comité régional de contrôle des opérations de cession des intrants, a ajouté que la région de Kaolack a reçu 6997,1 t de semen-

ces d'arachide sur les 10.099 t attendues, soit 69% de réalisation.

Le département de Nioro a le meilleur taux de cession (84%) pour avoir vendu 2734,45 t sur les 3268,45 t reçues, a relevé le

directeur régional du développement rural. "Nioro qui a déjà obtenu 3268,45 t attend des 22 opérateurs choisis la mise en place dans ses 29 points de vente de 5113 t de semences", a rappelé M. Faye. "A Kaolack, les 15 opérateurs retenus pour alimenter 21 points de vente ont pour le moment réussi à mettre à disposition 1972,65 tonnes de semences sur les 3230 prévues, soit un taux de réalisation de 61%. Et à la date du 16 juin dernier, seules 424,6 t de semences ont été vendues sur les 1972,65 t disponibles", a souligné M. Faye. "Le département de Guinguinée –13 opérateurs et 17 points de vente— qui a reçu comme prévu 1756 t de semences peine à vendre son quota. Seules 158,3 t cédées sur 1756, soit seulement 9% de cession", a-t-il dit.

S'agissant des espèces diverses, le département de Kaolack a reçu 52 t de semence de niébé sur 70 attendues et 10 t de maïs local sur 90 prévues.

Nioro a obtenu 35 t de maïs local sur 199 prévues, 14 t de mil sur 45 t attendues et 2 t de riz sur

18 alors que le département de Guinguinée a eu 90 t de niébé, a expliqué M. Faye. Il a toutefois signalé les retards accusés sur la mise en place d'espèces diverses, d'engrais par certains opérateurs. M. Faye a appelé les membres des comités locaux de contrôle des opérations de cession à redoubler de vigilance et à veiller sur la présence de vignettes. Par rapport aux opérateurs qui ont accusé des retards dans la mise à disposition des semences, l'adjoint au gouverneur chargé des questions de développement, Abdou Aziz Diagne a dit la volonté des pouvoirs publics de les recenser et de les changer par d'autres plus enclins à satisfaire les attentes des cultivateurs. Au sujet des interpellations des présidents de communauté rurale sur leur non implication dans les comités locaux, M. Diagne a souligné que "cette erreur sera vite réparée" par arrêté du gouverneur avant de rappeler l'interdiction formelle de sortie de semences du territoire national.

SÉNÉGAL/UE

Vers une reprise des relations dans le secteur de la pêche

↳ PAR MADIENG SECK

(Jade/Syfia) - Le Sénégal et l'Union européenne (Ue) sont convenus de se retrouver au dernier trimestre 2013, afin de poursuivre les négociations déjà entamées sur la reprise des relations dans le secteur de la pêche et sur un éventuel renouvellement de l'Accord de pêche, suspendu depuis 2006.

C'est ce qui ressort de la réunion technique entre la Commission européenne et le Sénégal tenue à Dakar (5-7 juin) à la Direction des pêches maritimes (Dpm) et dont copie du procès verbal est parvenue à Jade/Syfia.

Selon le document, la rencontre a regroupé la délégation sénégalaise, conduite par le Directeur des pêches maritimes (Dpm) Camille J.P. Manel et celle de la Communauté européenne avec à sa tête Roberto Cesari, Chef de l'Unité "Accords bilatéraux et Contrôle dans les eaux internationales des Affaires internationales" de la Direction Générale des Affaires maritimes et de la pêche (DG MARE).

A l'ordre du jour, l'état des stocks, les activités des flottilles nationales et étrangères, la gestion de la pêche au Sénégal, le contexte de la Politique commune de pêche (PCP) dans l'Ue et son implication sur les Accords de partenariat de pêche (App), l'Accord de pêche de 1980 et le renouvellement de son cadre, enfin la pêche illicite non déclarée et non réglementée (INN).

Sur l'état des stocks, la partie sénégalaise a fait état de connaissances scientifiques actuelles des stocks exploités dans la zone économique exclusive (ZEE). Elle confirme les évaluations du Comité des pêches de l'Atlantique Centre-est (COPACE), de coopération scientifique en matière de ressources entre le Sénégal et la Russie, du Centre de recherche océanographique Dakar Thiaroye (Crod) sur les petits pélagiques y inclus les sardinelles, en soulignant l'importance de ces ressources pour la flottille nationale artisanale sur la sécurité alimentaire des Sénégalais.

Abordant les ressources démersales côtières (poulpes, crevettes), la partie sénégalaise a indiqué qu'elles sont largement exploitées et qu'il n'existe pas de surplus à ce stade pour les principaux stocks, d'autant qu'un arrêté de 2006 consacre le gel sur

cette pêcherie. Quant à la ressource démersale profonde, il existe un plan d'aménagement pour crevettes profondes (mise en œuvre et financée par l'Ue) et l'effort de pêche sur cette ressource est gelée. Toutefois, souligne le document, il existe des possibilités sur le merlu qui reste sous-exploité, faute de pêche dirigée. C'est pourquoi dans le cadre d'un éventuel nouvel accord

et son protocole, il peut être envisagé des possibilités sur le segment du thon (et éventuellement celui du merlu).

Validation plan d'action contre la pêche illégale au Sénégal

Les deux parties ont également eu des échanges sur la gestion de la pêche au Sénégal (politiques actuelles, stratégies et priorité). C'est ainsi que, côté sénégalais, on a insisté sur les plans d'aménagement, la promotion de la gestion entre l'Etat et les acteurs non-étatiques, sans oublier l'importance de la recherche.

Concernant la pêche INN, la partie sénégalaise a annoncé qu'un plan d'action sera validé au 2^{ème} trimestre 2013.



Côté européen, les experts ont expliqué la réforme sur la PCP et son implication pour les APP. S'agissant des accords bilatéraux, l'accent a été mis sur l'avis des scientifiques, sur l'état de stocks ainsi que sur la notion de surplus exploitable et la transparence de l'effort de pêche globale dans la ZEE des pays partenaires. Les experts européens ont souligné la clause de non-dis-

mination, la gouvernance (clause relative aux droits de l'homme, clause d'exclusivité), le découplage strict entre les droits d'accès et l'appui sectoriel, la gestion et le fonctionnement de ce dernier, la nouvelle approche pour le paiement des droits d'accès entre l'Ue et son secteur privé, ainsi que la cohérence avec les autres politiques de l'Ue.

CONSEIL INTERMINISTÉRIEL PÊCHE

Le gouvernement annonce une série de mesures pour la reconstitution de la ressource halieutique

(APS) – Le gouvernement envisage de dérouler plusieurs mesures allant dans le sens d'une reconstitution de la ressource halieutique en vue de mieux organiser le secteur de la pêche, a dit son secrétaire général Seydou Guèye, mardi mi juin, au terme d'un Conseil interministériel sur la pêche.



M. Guèye a cité notamment le maintien du principe de non-renouvellement des autorisations de pêche pélagique, la gestion durable des ressources halieutiques, la promotion des exportations des produits de la mer.

Raréfaction des ressources

Il en a fait l'annonce dans la foulée du Premier ministre Abdoul Mbaye qui, après plus de quatre tours d'horloge d'échanges avec plusieurs acteurs de la pêche, a déclaré : "Nous avons tous ensemble fait le constat majeur de la raréfaction des res-

sources. Tout le monde est d'accord sur ce point (...) il faudra créer un consensus autour de la nécessité de reconstituer cette ressource (halieutique)".

La réunion interministérielle sur la pêche a enregistré la participation de plusieurs ministres, dont Pape Diouf (Pêche et Affaires maritimes), Mariama Sarr (Femmes et Entrepreneurat féminin), Oumar Guèye (Hydraulique et Assainissement), Augustin Tine (Forces armées). Des représentants d'organisations de travailleurs, des partenaires au développement, des représentants d'or-

ganisations écologiques, des experts, entre autres acteurs, ont aussi pris part à la rencontre. "Pour cette reconstitution de la ressource, le gouvernement a pris plusieurs recommandations", a souligné Seydou Guèye à la fin des travaux, énumérant "la gestion des infrastructures, la restructuration de l'industrie et du financement de la pêche artisanale, l'adaptation du cadre institutionnel et juridique, le suivi, le contrôle et la surveillance des pêche".

La réunion interministérielle recommande également l'amélioration des connaissances des ressources, le renforcement des moyens de la tutelle, l'orientation vers l'aquaculture pour compenser la baisse des captures et la demande croissante de poissons afin de faire face à la croissance démographique.

Le Premier ministre, qui a présidé les débats, a annoncé le renforcement des surveillances de pêche avec "l'exploration des expériences d'autres pays, comme le Maroc avec l'utilisation des moyens satellitaires". Il a en outre demandé l'accès des femmes transformatrices au crédit. De même, il a été suggéré d'utiliser les nouvelles

technologies dans la sécurisation des pirogues en haute mer en facilitant leur localisation et de maintenir les quais à un niveau d'hygiène adéquat.

Tout en demandant de veiller à l'application des accords sous régionaux, Abdoul Mbaye a préconisé "le maintien du principe de non-renouvellement des autorisations de pêche pélagique jusqu'à ce qu'une évaluation de cette opération puisse être réalisée et partagée par les acteurs pour démontrer que cela n'affecte pas la reconstitution de la ressource".

Auparavant, le ministre Pape Diouf avait fait un exposé aux allures d'un diagnostic du secteur. Pour lui, les contraintes tournent autour de "la faible régularisation de l'accès aux ressources, la surcapacité des pêches et la surexploitation des ressources, la faiblesse du contrôle, la faiblesse des mécanismes de concertation entre les acteurs, l'insuffisance et l'inadaptation du système de financement de la pêche, la faiblesse des budgets publics de la pêche". Un diagnostic autour duquel s'accordent tous les acteurs qui souhaitent une application dans les plus brefs délais de l'ensemble des recommandations.

15 JUIN : JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA FAIM NOUS AVONS FAIM...

(Syfia-France) Passer la journée avec le ventre creux est le lot quotidien de millions d'habitants de pays africains. Jeunes ou vieux, citadins ou campagnards, nombreux sont ceux qui ne savent pas s'ils pourront manger, au moins une fois dans la journée.

↳ PAR MARIE AGNÈS LEPLAIDEUR



Des mères de familles nombreuses s'épuisent à transporter de lourds fardeaux pour gagner les 1 ou 2 \$ qui leur permettront de calmer la faim de leurs enfants. D'autres se prostituent car leurs maris préfèrent boire leur salaire plutôt que de donner de quoi se nourrir à leurs proches. Des pères sans le sou, désespérés, voient leurs enfants devenir de petits bandits pour survivre et faire survivre les leurs. D'autres sont contraints de ne manger qu'un jour sur deux ou trois...

Ce sont souvent dans les campagnes, loin des regards, que la faim et la malnutrition se font le plus sentir. Là où la terre est rare, les parcelles trop petites, les sols épuisés ; là où l'insécurité fait rage et empêche de cultiver, manger à sa faim est devenu très difficile. Bien manger souvent impossible. L'essentiel est de se remplir le ventre de manioc, de patates douces avec

quelques feuilles, de riz... La viande, le poisson, il ne faut pas y songer, même le haricot qualifié de «viande du pauvre» n'est plus toujours accessible.

A côté de la misère, des traditions culturelles bien ancrées ou des modes récentes accentuent la malnutrition dont souffrent tant d'Africains notamment d'habitants du Rwanda, du Burundi et de RD Congo. Le mépris pour les fruits et les légumes fréquent dans de nombreuses régions privent des vitamines essentielles les adultes mais aussi souvent les enfants, l'attrait des nourritures «modernes» grasses et lourdes engendrent de nouvelles maladies dans les villes.

Les jeunes enfants sont les plus touchés par cette sous-alimentation et cette malnutrition qui les privent des protéines, vitamines, minéraux nécessaires à leur croissance. C'est le cas de 43% des jeunes enfants rwandais, de 58% des jeunes Burundais selon les chiffres de l'Unicef et de l'IFPRI (Institut international sur les politiques alimentaires) et de 40%, estime-t-on, des enfants de RD Congo où les statistiques sont insuffisantes.

Un désastre pour l'avenir de ces jeunes et de leur pays car ces carences touchent leur développement physique et intellectuel et la faim permanente perturbe voire interrompt leur scolarité.

Mourir de faim dans un monde d'opulence est "scandaleux", déclare le Pape François

(Jade/Syfia)- Recevant en audience au Vatican les participants à la 38ème Conférence de la FAO, le pape François a dénoncé la faim dans le monde dont des millions de personnes en souffrent et en meurent. Un scandale dans un monde d'opulence où 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont jetées chaque année.



"Tout le monde sait que les niveaux de production actuels sont suffisants, pourtant des millions de personnes souffrent toujours de la faim, et en meurent. C'est absolument scandaleux", s'est indigné, mi juin, le pape François.

C'était au cours d'une audience au Vatican accordée aux participants à la 38ème Conférence, la plus haute instance dirigeante de l'Organisation de Nations Unies

pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) forte de 194 membres, apprend Jade/Syfia.

Le pape François, fidèle à une tradition qui remonte à une soixante d'années, a salué les participants pour leur action conjointe contre la faim.

Le Souverain pontife a remercié la FAO de son travail et l'a encouragée à poursuivre ses efforts. Il a exhorté les pays membres à "passer outre l'indifférence" des politiques qui excluent les plus vulnérables et exacerbent la faim et la pauvreté dans le monde. Affirmant que la crise économique mondiale ne peut "continuer à servir d'alibi", le Pape a ajouté: "La crise ne sera pas complètement terminée tant qu'on n'examinera pas les situations et les conditions de vie en fonction des personnes et en termes de dignité humaine."

Il a prévenu que les personnes et leur dignité risquent "de n'être plus que de vagues abstractions face au recours à la force, face à la guerre, à la malnutrition, à la marginalisation, à la violation des libertés fondamentales et à la spéculation financière qui affecte actuellement les prix de l'alimentation, en la traitant comme n'importe quelle marchandise, nonobstant sa fonction première"

Profiter des fruits de la Terre

"Il faut s'opposer, a encore dit le pape, aux intérêts économiques à courte vue et à la volonté de puissance de quelques-uns, qui excluent la majorité de la population mondiale, l'acculant à la pauvreté et à la marginalisation et causant l'effondrement de la société"

M. Mohammad Asif Rahimi, Président de la Conférence de la FAO et ministre afghan de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Élevage, était accompagné par le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva et des centaines de représentants des pays membres de l'Organisation de toutes les régions du monde. "Entendre sa Sainteté déclarer qu'il fallait trouver un moyen pour que chacun puisse profiter justement et équitablement des fruits de la Terre était très motivant", a souligné M. Rahimi. Pour le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, "la lutte contre la faim doit n'avoir ni couleur, ni religion, ni appartenance politique. Éradiquer la faim est une nécessité absolue si nous voulons un avenir vraiment durable et plus sûr. C'est logique du point de vue politique, économique, et sur le plan moral et éthique, cela s'impose"

Il y a deux semaines, rappelle-t-on, le pape François a pris position contre la culture du gaspillage qui conduit à jeter 1,3 milliard de t de nourriture chaque année. Le pontife a estimé que cela revenait à «voler de la nourriture aux pauvres».

DROIT À L'ALIMENTATION :

Cours magistral de sortie de crise de Oliver de Schutter à l'Ucad

Le droit à l'alimentation nécessite beaucoup d'engagements et de volontés. Oliver de Schutter a, lors de sa conférence tenue mi juin à l'Ucad, proposé des solutions de sortie de crise en Afrique.

Le droit à l'alimentation est un processus dans lequel plusieurs stratégies doivent être développées pour qu'il soit effectif en Afrique. Pourtant, ce continent regorge d'énormes ressources pour éradiquer la faim. C'est en ces termes que M. Olivier de Schutter a évalué la situation alimentaire en Africaine. L'expert de la Fao animait une conférence, mi juin à l'Ucad de Dakar, sur le thème : Des mots à la mise en œuvre du droit à l'alimentation en Afrique de l'Ouest, quel chemin parcourir? Cette conférence a été organisée par l'Ong Oxfam Grande Bretagne en partenariat avec l'Initiative prospective agricole (Ipar) et l'Université de Dakar (Ucad).

Devant un public composé d'étudiants, de responsables d'organisations de producteurs et d'ong, Eric Hazard de l'Oxfam souligne que le choix de l'université n'est pas fortuit. En effet, il entre dans leurs stratégies de sensibilisation, d'échanges avec les étudiants sur les enjeux de l'insécurité alimentaire. "L'insécurité alimentaire frappe beaucoup de continents, particulièrement l'Afrique. Les causes sont dues aux changements climatiques, aux conflits, au déficit pluviométrique", indique M. Hazard.

M. Moussa Tchangari de Alternative Espace citoyen du Niger abonde dans le même sens. Selon M. Tchangari, le Niger a subi entre 2010 et 2012 des crises liées au déficit alimentaire. Celle de 2012 a touché six millions de personnes sur une population de 16 millions. "Plus de 230 milliards de F cfa avaient été mobilisés pour une période de huit à neuf mois. On finance plus pour gérer les crises que les politiques agricoles", se désolé M. Tchangari.

Lutte contre la faim, une stratégie pluriannuelle

Pour sa part, Olivier de Schutter a souligné que c'est vers les années 2002 que cette question de l'alimentation a été véritablement prise en compte grâce à l'émergence des mouvements citoyens. Il a cité en exemple la campagne faim zéro initié en 2003 par l'ancien président brésilien Lula Da Silva. Ainsi Ong, organisations de producteurs, parlementaires, etc. se mobilisent pour

qu'à l'échelle nationale l'on se dote de cadre juridique, institutionnel qui met en œuvre des outils et obligent le gouvernement à prendre en compte leur préoccupation. Car, le droit à l'alimentation nécessite une stratégie pluriannuelle où plusieurs acteurs entrent en action. Parmi celle-ci, cet expert a insisté sur la transparence dans la gestion des ressources publiques. Cette approche est gage pour la démocratisation des politiques. "Cette stratégie a permis au Brésil de sortir sa population de l'insécurité alimentaire", rappelle M. de Schutter sans oublier d'évoquer le rôle important de la femme dans l'alimentation. Il regrette qu'elles soient victimes de la discrimination sur le foncier, l'accès aux financements, entre autres.

L'agriculture familiale la solution

Au cours des débats, Famara Diedhiou de l'Ong Fhamu a décrié les politiques agricoles. Pour lui, chaque nouveau gouvernement fait de l'agriculture sa priorité. "Malheureusement, d'année en année, les agriculteurs continuent à soulever les problèmes d'intrants, de commercialisation et de conservation des produits, de pistes de production et autres" se désolé-t-il sans oublier d'évoquer les semences paysannes menacées par les Ogm. quant à l'étudiant Amadou Guèye, il propose le Plan Marshall africain pour sortir le continent de cette situation récurrente.

Face à ses interrogations, Olivier de Schutter préconise la diversification des cultures, les réserves alimentaires, l'élaboration de plan d'actions pour développer une agriculture durable. Il a aussi invité les dirigeants africains à changer de paradigme et à investir dans l'agriculture familiale. Ces créneaux, explique-t-il, engendrent l'effet multiplicateur de l'économie locale. Il les suggère aussi à investir dans les infrastructures au lieu de les laisser aux investisseurs étrangers qui souvent accaparent les terres au détriment des communautés locales.

Auparavant, les étudiants avaient suivi une projection de film sur les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal? Bon nombre d'entre eux ont, dans leurs commentaires, prôné le consommer local et l'appui des paysans en intrants pour produire en grande quantité.

ABABACAR GUÈYE

Eradiquer la faim va bien au-delà de l'augmentation de la production alimentaire, déclare le Prix Nobel Amartya Sen

(Jade/Syfia) - Si le monde veut vaincre la faim, il doit s'attaquer à toutes ses causes simultanément, en particulier à la pauvreté, et sans se focaliser simplement sur l'augmentation de la production alimentaire, a déclaré Amartya Sen, lauréat du Prix Nobel d'économie, en ouverture, mi juin, de la 38ème Conférence de la FAO.

Prononçant la Conférence commémorative McDougall sur la sécurité alimentaire, l'économiste a expliqué: "L'une des principales causes de la faim dans les endroits du monde où elle persiste est due à une pauvreté accrue, malgré la prospérité croissante du monde moderne." Et de poursuivre: "Mais la pauvreté peut être aggravée par des problèmes de production, en partie imputables à une offre alimentaire inférieure à la demande tendant à accroître le prix des denrées alimentaires, ce qui paupérise davantage de nombreuses familles à revenus déjà faibles." Amartya Sen a fait remarquer que les degrés de la faim et de la sous-alimentation sont différents au sein d'un même pays, d'une même communauté, ou d'une même famille. Analysant les causes de la faim, il a ajouté que les gouvernements devront prendre

en compte "les normes sociales et les conventions de distribution établies" surtout entre hommes et femmes, entre garçons et filles. M. Sen a reçu le prix Nobel en 1998 pour sa théorie révolutionnaire selon laquelle la faim et la famine résultent du fait que certaines personnes n'ont pas accès à suffisamment de nourriture - évoquant les droits inhérents aux personnes- et non parce qu'il n'y a pas suffisamment d'aliments disponibles dans leur pays ou leur région.

Le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, a souligné dans son discours liminaire que l'approche d'Amartya Sen a déplacé le débat à la fois sur la faim qui, de la production alimentaire est passé à l'accès à l'alimentation, et a mis en avant une approche basée sur les droits de chacun en lieu et place de la charité. La façon dont

nous luttons contre la faim et la pauvreté aujourd'hui en a été transformée.

La faim en Afrique

Lors de sa conférence, Amartya Sen a rappelé que l'Afrique, contrairement à l'Asie, ne connaît pas une augmentation régulière des denrées alimentaires disponibles par habitant. Sur le continent africain, la production alimentaire par habitant avait augmenté de seulement 4 % en 2011 par rapport à 2004-2006, et reculé de 2 % en 2010. "Il est donc juste d'accorder de l'importance aux initiatives qui favorisent l'augmentation de la production alimentaire en Afrique plus vigoureusement qu'auparavant", a-t-il encore ajouté. Le Prix Nobel a exhorté les pays africains à envisager de diversifier leurs économies, y compris par l'industrialisation.

Il a ainsi précisé: "Pour la stabilité et la sécurité économiques à long terme de l'Afrique, la diversification économique est cruciale. Il n'y a absolument aucune raison de penser que les Africains ne sauraient mener à bien l'industrialisation de leur économie. Conserver cette vision



des choses, telle un critère immuable, s'apparente presque, je le crains, à une forme étrange de racisme."

Surmonter les conflits civils et militaires, élargir la gouvernance démocratique et développer des institutions de marché comptent parmi les autres conditions nécessaires pour mettre un terme à la faim en Afrique. "Les politiques gouvernementales doivent aussi couvrir le développement des soins de santé, des installations pour le planning familial, d'une éducation de base, surtout des femmes, et des disposi-

tions en matière de sécurité sociale", a insisté Amartya Sen. "Tout cela peut contribuer - directement et indirectement - à la sécurité nutritionnelle, à des soins de santé de qualité et à une économie générale plus dynamique, y compris un secteur agricole solide."

Soins de santé, éducation et faim

Amartya Sen a ciblé son propos sur la sous-alimentation maternelle qui, a-t-il rappelé, altère non seulement la santé des mères mais cause de graves problèmes de santé chez les enfants dont le poids à la naissance est insuffisant. "Pour remédier à une sous-alimentation chronique, il convient de porter attention aux soins de santé en général et, en particulier, à la prévention des maladies endémiques qui gênent l'absorption de nutriments."

"De nombreux éléments probants montrent également que l'absence d'une éducation de base contribue aussi à la sous-alimentation, non seulement parce que les connaissances et la communication sont importantes, mais aussi parce que la capacité à obtenir un emploi et un revenu adéquat dépend souvent du niveau d'éducation."

Résumant son intervention, Amartya Sen a conclu: «Ces différents facteurs d'influence interdépendants, exigent de nous de ne pas en isoler un seul. Nous devons ensemble agir sur plusieurs fronts.»

L'Australien Frank Lidgett McDougall, rappelle-ton, compte parmi les fondateurs de la FAO. Tous les deux ans, avant la Conférence de la FAO, la Conférence McDougall est prononcée par une personnalité éminente et agissante dans le domaine de l'agriculture et de la lutte contre la faim.

EDUCATION :

«Faim Zéro» à l'école, la solution passe par les Cantines scolaires, selon El hadji Seck

(Jade/Syfia)- Plus d'un milliard de F cfa sont mis dans les cantines scolaires gérés par l'Etat et qui ne représentent que 56% du taux de couverture nationale. A la rencontre "Brésil Faim Zéro" tenue en avril dernier à Dakar, El hadji Seck, en service à la Division des cantines scolaire, propose de s'inspirer du modèle brésilien. Car pour lui, la solution de la faim dans les écoles sénégalaises passe par les cantines scolaires

PAR ABABACAR GUËYE

Le terme "Faim zéro" m'a donné l'idée de dire pourquoi pas "Faim Zéro à l'école" au Sénégal. En effet, les cantines scolaires que nous sommes entrain d'installer un peu partout à travers le pays vont permettre aux élèves de pouvoir s'alimenter convenablement, explique El hadji Seck. Cet agent de la Division des cantines scolaires du ministère de l'Education nationale intervenait, fin avril à Dakar, à l'occasion de l'atelier dialogue régional sur le thème: "Faim zéro au Brésil", apprentissage croisé pour atteindre l'objectif Faim zéro en Afrique de l'Ouest.

La rencontre était organisée par l'Ong Oxfam Grande Bretagne, en partenariat avec l'Ipar et le Hub rural. L'atelier a permis à M Seck de s'inspirer du programme brésilien "Faim zéro" qui a été un succès.

Plus d'Un milliard de F cfa dans les Cantines scolaires

Pour cet agent du ministère de l'Education nationale, les cantines scolaires vont en droite ligne avec ce thème et son Département cherche à nourrir les enfants et à lutter contre leur faim. "Généralement les enfants viennent à l'école sans prendre leur petit déjeuner, surtout ceux provenant des villages lointain. La fait

d'installer des cantines scolaires dans leur établissement est une aubaine. Cela leur permet aussi de pouvoir manger à leur faim et de poursuivre leurs études", souligne M Seck.

Depuis 2010, le ministère de l'Education nationale à travers la Division des cantines scolaires développe des stratégies pour venir en aide les élèves avec comme axes prioritaires : implanter des cantines, les généraliser et les pérenniser. Dès lors, ces axes nécessitent la mobilisation des ressources endogènes et ne pas attendre tout des bailleurs. "Nous ne pouvons pas développer cette initiative en continuant à dépendre éternellement de notre bailleur, le Programme alimentaire mondial (Pam). Nous pouvons pérenniser les cantines en comptant sur nos propres moyens, nos propres stratégies", soutient El hadji Seck.

Conscient de cela, l'Etat a, depuis la crise alimentaire de 2008, doublé son enveloppe qui est passée de 500 millions de F cfa à plus d'un milliard 200 millions de F cfa pour soutenir ces cantines. Cette somme va permettre à la Division des cantines scolaires de toucher le maximum d'établissements. "Nous sommes entrain de voir comment faire des commandes de produits agricoles au niveau national. Et sur la



base du poids de chaque lden (Inspection départementale), nous allons les approvisionner", explique-t-il.

Le Pam couvre 76% des cantines scolaires et l'Etat gère le reste

Au-delà de l'aspect alimentation, M Seck souligne que ces cantines scolaires participent activement au développement de l'économie locale de chaque terroir. En effet, dans sa stratégie, la Division des cantines scolaires va acheter les productions céréalières des populations locales. Ces dernières vont alors accroître leur production et tous les acteurs qui gravitent autour de la production, de la transformation, du stockage pourront y gagner leur vie. Dans des contrées, comme la communauté rurale de Toubacouta (Dept de Foundiougne) par exemple, les populations sont allées jusqu'à acheter une pirogue pour la mettre à la disposition des cantines scolaires.

Si des expériences de ce genre sont à saluer, El hadji Seck reconnaît que couvrir le territoire national de cantines n'est pas chose aisée. "Nous sommes à 56% du taux de couverture

nationale. Dans ce taux, c'est le Pam qui couvre les 76% et l'Etat gère le reste. Ce qui revient à dire que l'Etat doit redoubler d'efforts pour inverser la tendance, parce que, si aujourd'hui le Pam se retire c'est la catastrophe", avertit l'agent de la Division des cantines. Pour pérenniser ses cantines, M Seck suggère à l'Etat d'assurer chaque année son financement. "Si cela n'est pas fait, on risque à terme de sevrer brutalement les enfants, alors qu'ils en auront véritablement besoin", avertit El hadji Seck.

ABONNEMENT

Nom et Prénom
 Structure
 Adresse
 Tél : Fax : Mail :
 Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

JOURNÉE DE L'ENVIRONNEMENT

«Think, Eat, Save»: Les Américains travaillent beaucoup sur le fonio, révèle le Dr Alassane Samba de l'Isra

(Jade/Syfia)-Comment le Consommer local peut-il favoriser la préservation de l'environnement, accroître la santé nutritionnelle dans les ménages et améliorer les revenus de celles-ci. C'est autour de ce triptyque qu'ont échangé, début juin, experts en consommer local, consommateurs et gens de la société civile

↳ PAR MADIENG SECK

La rencontre était organisée à Dakar au siège de la multinationale allemande spécialisée dans la distribution de courrier international express. C'était à l'occasion de la célébration de la journée de l'Environnement des Nations Unies portant cette année sur le thème : "Think, Eat, Save". Autrement dit, sommes-nous sensibles à la provenance des aliments que nous consommons.

Pour en parler, la Multinationale avait réuni un panel d'experts qui ont dessillé les yeux des Sénégalais sur la nécessité de consommer fruits de saison, légumes et légumes-feuilles, ainsi que les plats traditionnels à base de céréales locales (mil, maïs, riz local, fonio, etc.) et de légumineuses tel le niébé. Les débats étaient animés par le professeur Adams Tidjani de l'université de Dakar.

Le public, qui n'était pas venu nombreux, a manqué de chance d'apprendre que le fonio, de part

ses qualités gustatives, biologiques et thérapeutiques, intéresse beaucoup les Occidentaux, les Américains notamment. Cette fine et savoureuse céréale, de son nom scientifique *Digitaria exilis* qui ne pousse qu'en Afrique noire, a donc de l'avenir à revendre. L'un des panélistes, auteur d'un projet d'éducation intitulé "Mangeons Local", le surnomme d'ailleurs la céréale du 21^{ème} siècle, à cause de ses multiples atouts pour booster l'économie agro-alimentaire au Sénégal. "Les Américains travaillent et investissent beaucoup d'argent sur le fonio", souligne le Dr Alassane Samba, directeur de recherches à l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra).

C'est qu'auparavant, parlant des bienfaits de la consommation des céréales locales qui contiennent beaucoup de vitamines, le Dr Traoré de l'Institut de technologie alimentaire de Dakar (Ita) était plusieurs fois revenu sur le fonio



qui contient des acides rares (méthionine, cystéine), des fibres et des vitamines. Le fonio, a-t-il expliqué, a aussi un taux d'index glycémique (-60%) plus bas que chez les autres céréales comme par exemple le riz. (voir Agri Infos N° 46 sept 2011) "On a traité les cellules du cancer du sein avec des extraits de fonio", affirme le Dr Traoré de l'Ita, parlant du rôle que peut jouer cette céréale sur cette maladie. Puis d'ajouter : "70% des cancers du colon attaquent les gens qui ne consomment pas de céréales..."

Fruits de saison

De quoi conforter le professeur Adams Tidjani dans sa

conviction de militant de l'environnement et du consommer local. Le modérateur de cette rencontre, qui s'est beaucoup félicité de l'initiative de la multinationale de distribution postale express, a appelé les Sénégalais à consommer davantage jus et fruits de saison du terroir afin de mieux arroser l'économie locale.

Faisant le lien entre l'environnement et le consommer local, il a relevé les aspects écologique, économique et sanitaire pour souligner les avantages qu'il y a à consommer une mangue fraîche ou un jus de fruit local provenant du village d'à côté, au lieu d'ache-

ter des produits ou de jus de fruits qui ont parcouru des milliers de kilomètres avant d'atterrir sur notre table. C'est toute la théorie des "circuits courts" ou la consommation kilomètre zéro, ajoute un panéliste, spécialiste de la communication agro alimentaire.

S'adressant auparavant à ses invités, Abdoulaye Thiam, le directeur général de la société leur a lancé ces mots : "Du mercredi 5 juin au Vendredi 7 juin 2013, nous ferons attention à ce que nous mangeons et de façon plus précise, nous essayerons de manger que des aliments produits au Sénégal. La consommation locale sera notre cheval de bataille". Puis, avec cette sorte de tempo de musique Slam, il raille ses compatriotes : "Ta pizza est italienne, ton café est brésilien... Blablabla... ma mayonnaise est américaine, mon pain made in France ; Blablabla... mon piment jamaïcain ; Blablabla... les gouters de mon fils sont turcs !" Slamant encore on pourrait ajouter : "Je prends mon petit déjeuner à Paris (café au lait et pain beurre ou fromage), mon déjeuner en Asie (riz venu de Thaïlande) et mon dîner en Italie (pâtes italiennes) ou rarement au Sénégal (couscous de mil)".

Une collation de mets et de la boisson à base de produits locaux a mis fin à cette intéressante rencontre.

ECHOS DES CEREALES

Période du 02 au 16 juillet 2013

Céréales/Prix/Kg	Riz Riz importé non local	Riz importé non parfumé	Fonio décortiqué	Fonio (précuit)	Maïs	Mil
Dakar (Castors)	-	280 F cfa	-	1500 F cfa	175 F cfa	200 F cfa
Saint Louis (Mpal)	250 F cfa	280 F cfa	-	Non disponible	225 F cfa	250 F cfa
Kaolack/Dramé Escale)	Non disponible	275 F cfa	Indisponible	Non disponible	185 F cfa	180 F cfa
Thiès (Ngaye Mékhé)	Non disponible	280 F cfa	-	Indisponible	250 F cfa	250 F cfa
Diourbel/Ndangalma	Non disponible	280 F cfa	-	Non disponible	250 F cfa	250 F cfa
Matam	250 F cfa	280 F cfa	-	Non disponible	200 F cfa	250 F cfa
Kédougou	Non disponible	250 F cfa	800 F cfa	1200 F cfa	300 F cfa	300 F cfa
Ziguinchor						-